

LETTRE OUVERTE A L'ATTENTION DES MAIRES ET CANDIDATS A L'ELECTION AINSI QU'AUX ADMINISTRÉS Elections municipales de mars 2026

La base de la démocratie – gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple – relevant de la pluralité des collectivités locales, le temps n'est-il pas venu d'examiner, au-delà des seules considérations municipales, les influences néfastes et répercussions de la politique nationale sur la vie des citoyens ? Car c'est sans doute par cette initiative qu'il sera véritablement permis d'espérer de meilleures conditions d'existence. Le futur élu local doit être apte à désobéir aux lois iniques, à un Etat obèse corrompu, dont témoignent quelques-unes des dérives criminelles développées ci-après.

Diffusée par tout citoyen responsable de la défense des libertés et droits fondamentaux garantis par le bloc constitutionnel conditionné par un Etat de droit, les conventions internationales contraignantes telles que la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950, les droits proclamés par les simples déclarations internationales comme la Déclaration universelle de 1948 et les pactes de 1966 : celui relatif aux droits civils et politiques et celui relatif aux droits économiques sociaux et culturels.

Madame, Monsieur,

Chaque nouvelle élection donne l'occasion aux candidats en course de proposer un projet qui doit toujours mieux répondre aux attentes des administrés. Certaines listes s'invitent sans appartenance politique ; d'autres revendiquent toujours une sympathie, voire une affiliation idéologique aux partis politiques nationaux selon les diverses obédiences dont ils se réclament, lesquels depuis longtemps déjà témoignent de leur inefficience par la division qu'ils créent, outre leurs critiques et oppositions frileuses, et ont sombré, de fait, dans la désuétude tant la gestion de la Cité ne peut dépendre d'un dogme partisan réducteur mais relève du bon sens et de la probité, principes vertueux d'une pratique démocratique qui devraient prévaloir sur l'entre soi et l'esprit de chapelle.

Ceci étant rappelé, si les projets de chaque postulant visent tous à satisfaire une amélioration de la vie locale, en revanche, dans le contexte de dérives institutionnelles actuelles, on ne peut mesurer la qualité d'un candidat qu'à l'aune de ses facultés à s'opposer aux actes de propagandes mensongères, liberticides, délétères, criminels qui deviennent la norme nuisible institutionnelle à combattre dans l'intérêt général.

Considérant qu'un changement de régime politique s'opère depuis la multiplicité des prises de conscience locales, participatives et interactives, se pose alors en tant que disposition essentielle la capacité de tout candidat à s'affranchir de tout suivisme vertical inacceptable au profit d'un engagement réel participant à dénoncer la corruption criminelle en bandes organisées dont fait preuve une gouvernance despotique infiltrée par des officines illégitimes, entrée en guerre contre le peuple, pour un asservissement total. Le « nous sommes en guerre » de mars 2020 prend toute sa signification !

Ainsi, au-delà du confort – illusoire - de vie locale, il y a nécessité urgente d'agir en conséquence par inversion de la pyramide de gouvernance afin de rétablir un Etat de droit dans le respect de la Constitution et des traités internationaux constamment violés par le pouvoir en place.

Pour ceux qui n'ont pas encore conscience de l'ampleur des crimes planifiés contre l'humanité, les informations communiquées ci-après représentent une partie des investigations menées, toutes reposant sur des ELEMENTS FONDÉS ET OFFICIELS, sur la base desquelles la population est avertie des dangers qui la menacent. Cette lettre ne recense pas l'intégralité des actes criminels tant ils sont nombreux.

N.B. : Si les liens communiqués ne fonctionnent pas directement, il suffit de les copier dans le moteur de recherche de tout navigateur du web pour les activer.

CRIMES CONTRE L'HUMANITE

* GEOINGENIERIE

Lettre adressée par le CSAPE et l'ACSEIPICA à l'attention du Président de la République, du Premier ministre en fonction ainsi qu'aux ministères concernés, les interpellant sur les expérimentations dangereuses de techniques de modifications environnementales en regard des conséquences alarmantes sur tout le Vivant et du détournement de ces expérimentations en tant que nouvelles armes de conflits alors que plusieurs Etats s'y opposent. Depuis plusieurs mois, le phénomène constaté s'accroît en France. Il est temps de réagir.

<https://drive.proton.me/urls/Y8DXJYZX14#VHZis7BFL7V9>

Réponse du gouvernement

<https://drive.proton.me/urls/6WWPWENW3G#8LksxgZwDTay>

Relance du gouvernement :

<https://drive.proton.me/urls/5ANVVYWK4#2jzLA191lvLP>

Pour suite active à donner :

<https://drive.proton.me/urls/8Z4E55CNOG#WSf4KDjqyaWK>

* INJECTIONS EXPERIMENTALES ARNm auto-répliquant et autres

L'injection (« vaccination ») généralisée par vecteurs indirects, notamment via l'alimentation ou l'environnement, sans consentement éclairé (et à défaut de tout principe de précaution) constitue une violation grave des droits fondamentaux. Un nouveau crime contre l'humanité s'organise.

<https://drive.proton.me/urls/GPX68J5FJR#7XWIAVpBnbOI>

* OMS – Organisation Mondiale de la Santé sous contrôle d'intérêts privés :

Il va falloir redoubler d'effort pour imposer le fait qu'il n'appartient pas à des officines privées mercantiles et fanatiques de décider du destin de l'humanité...

Les mesures sidérantes décidées quant au virus COVID-19, qui n'a jamais été isolé, pour imposer des injections de produits expérimentaux sur les populations cobayes témoignent de la capacité de nuisance de ces organisations illégitimes ayant infiltré les Etats pour les associer à leurs stratagèmes pernicieux par des campagnes de mesures liberticides et délétères dans un climat anxigène soutenu, l'Etat français étant un parfait exemple de docilité réussie en ce domaine avec la secte des dirigeants choisis et conditionnés à cet effet pour trahir sa population en approuvant tout ce qui va contre son intérêt.

Cette action a pour objectif de s'opposer à toute nouvelle planification de pandémies par manipulations de l'industrie militaro-pharmaceutique et financière.

<https://drive.proton.me/urls/7GWGK3ETXW#filuNLeGjbPs>

<https://drive.proton.me/urls/PX2DA0JYTC#tpCysGeiauPO>

Notification formelle de refus des amendements et de nullité de plein du règlement sanitaire international (RSI) révisé :

https://csape.qc.lu/images/CSAPE_Images_Videos/CSAPE_Video/Notification%20Formelle%20de%20refus%20des%20amendements%20RSI-OMS.pdf

Appel public au rejet du RSI révisé du 17 juillet 2025 :

<https://drive.proton.me/urls/GXXQZTFF74#dqbpIz8Inb4R>

* JURIDIQUE VACCINATION ENFANTS

La pression exercée par les institutions pour le contrôle du carnet de santé inviolable et l'obligation vaccinale violent délibérément le droit « *jus cogen* ». A toute fin utile le Directeur juridique du CSAPE rappelle cette violation et produit les références à observer dans un document destiné à l'usage des parents pour leur défense.

<https://drive.proton.me/urls/WYYK0PSBT8#eNNEQ8hD9uJi>

*** MISE EN DEMEURE DU GOUVERNEMENT ET PLAINTES COLLECTIVES**

Depuis plusieurs années, les populations subissent des mesures liberticides dégradantes et l'inoculation de produits expérimentaux (armes biologiques et biotechnologiques) de l'ingénierie militaro-pharmaceutique improprement qualifiés de «vaccins» aux sens médical et légal. Les organisations, tant sanitaire que politique et technocratique, qui ont participé activement à ces dérives constituant des atteintes aux personnes entendent aujourd'hui s'imposer à l'humanité entière en modèle de bienfaisance !

Le CSAPE a mené des investigations et rassemblé plus de 370 preuves versées dans une plainte déposée devant la Cour pénale internationale pour une demande d'ouverture d'enquête pour crimes contre l'humanité, enregistrée sous la référence OTP-CR-271/21. Cette plainte a été rejointe par plusieurs avocats de différents pays et des scientifiques de renommée mondiale. Tous les éléments sont consultables sur le site www.csape.international ou directement à partir des liens ci-dessous.

MISE EN DEMEURE DU GOUVERNEMENT

Simultanément, toutes les institutions ont été mises en demeure de cesser d'appliquer des directives sans fondement violant délibérément la Constitution et l'ensemble des traités internationaux. Documents sur le site csape.international.

<https://drive.proton.me/urls/04T82Y2SFR#6IZhGAIRk1rB>

PLAINTÉ INITIALE 02 juillet 2021 :

<https://drive.proton.me/urls/10PK4Y0G1W#4S3GiA8D2J2V>

PLAINTÉ COMMUNE : CSAPE, magistrat et avocat du Royaume-Uni, avocat République Tchèque, avocats Slovaquie.

Dénonciation armes biologiques – Témoignages scientifiques.

CPI - Amalgame des demandes d'enquêtes.

<https://drive.proton.me/urls/5MAHNSZ364#2IP9dzO0AGgz>

RESPONSABILITÉ CITOYENNE – dénonciation de crimes

<https://drive.proton.me/urls/T4M6PQPMPR#aQp7jdLeC2vL>

ACTION CITOYENNE INDIVIDUELLE

- PLAINTÉ INDIVIDUELLE EN SOUTIEN DE LA PLAINTÉ COLLECTIVE DU CSAPE & NOTE PROCÉDURE DE DÉPÔT

Après avoir découvert les informations révélées, toutes factuelles, chaque citoyen responsable sera certainement convaincu de la nécessité d'agir.

La plainté a été adaptée pour permettre un dépôt individuel par chacun. Une note annexe explique comment utiliser le document et la procédure à suivre pour le dépôt.

<https://drive.proton.me/urls/67Z6NGC5ZM#VwoXvEIHwNor>

- Procédure pour dépôt de plainté

<https://drive.proton.me/urls/VWP971XX20#lQsQijsQxS9b>

*** ELEMENTS COMPLEMENTAIRES**

- CPI – éléments complémentaires à la plainté initiale et dénonciation du vol du génome humain.

<https://drive.proton.me/urls/31S6NKVZJ4#4pB2hWZ2LbNg>

- Accès direct pages complètes sur les actions engagées concernant les crimes contre l'humanité

<https://csape.qc.lu/index.php/actions/crimes-contre-lhumanite>

- De l'escroquerie COVID aux crimes contre l'humanité : Trois vidéos parmi d'autres dénonciations des faits :

a) Commentaires vidéo de la plainté CSAPE

<https://odysee.com/csape:2>

b) Covid vaccin qui a fait quoi – Corinne LALO

<https://crowdbunker.com/v/T7nQt3zKEM>

c) Vladimir KVACHKOV, ancien CI du GRU, explique le COVID 19

<https://crowdbunker.com/v/JXZStZ9mgA>

CES INFORMATIONS ONT POUR OBJECTIF DE REVEILLER LA POPULATION ET LES ELUS PRETENDANT ETRE MANDATES POUR ORGANISER SA PROTECTION.

TOUS LES DETENTEURS D'UNE PARCELLE D'AUTORITE PUBLIQUE, MAIS EGALEMENT TOUT CITOYEN RESPONSABLE, ONT LE DEVOIR DE SE MANIFESTER POUR RETABLIR L'ETAT DE DROIT, EN S'APPUYANT AU BESOIN SUR LES ELEMENTS PRODUITS DONT TOUS LES ARGUMENTS SONT FONDES ET VERIFIABLES. DANS TOUS LES CAS ILS ONT OBLIGATIONS DE DENONCER LES CRIMES CONTRE L'HUMANITE QU'ILS NE PEUVENT IGNORER. A DEFAUT, LEUR SILENCE LES REND COMPLICES DE CES CRIMES.

Et pour complément d'appui au respect de ces principes :

Texte relatif au devoir de réserve : Ce document révèle la réelle possibilité de s'opposer légalement et légitimement aux lois et mesures iniques.

<https://drive.proton.me/urls/GQZK1DDG1W#mIF9coWXkhXM>

CSAPE.INTERNATIONAL / sa mission : Lutter contre la corruption et la criminalité